

Nr. 5.3.2.01

L'Industrie Allemande Devant La Stabilisation du Mark

Bericht

Bearbeitet von: Roman Köster

Fundort: Archives Nationales Paris, AJ,5,456

Formalia:

Typoskript

Regest:

Die Quelle zeigt zunächst, wie genau die französische Politik bzw. die Reparationskommission die Vorgänge in Deutschland und die Lage der Wirtschaft beobachtete. Zugleich wird hier deutlich, wie eng verbunden in der zeitgenössischen Debatte von Seiten der Arbeitgeber die Inflation mit den sozialpolitischen Errungenschaften der Weimarer Republik gesehen wurde. Die meisten Maßnahmen, die der Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, die Arbeitgebervereinigung der deutschen Schwerindustrie, hier vorschlugen, liefen auf verlängerte Arbeitszeiten, Lohnzurückhaltung und weitere Zugeständnisse der organisierten Arbeiterbewegung hinaus. Auch wenn das von Seiten eines Arbeitgeberverbandes als eine erwartbare Position erscheint, war es auch eine Reaktion auf die vermehrten Lohnkonflikte, zu denen die Inflation tatsächlich geführt hatte.

L'INDUSTRIE ALLEMANDE DEVANT LA STABILISATION DU MARK

Confidential

La Comité directeur du "VEREIN DEUTSCHER EISEN= UND STAHL=INDUSTRIELLER" dans une réunion qui a lieu à Berlin le 19.7.22, a discuté les grandes questions économiques actuellement à l'ordre du jour, entre autres la question du Mk. et de la politique économique, et la question d'une union douanière avec l'Autriche allemande.¹

L'incertitude de la situation économique et politique est caractérisée par le grand problème de la stabilisation du mark. Ce problème ne pourra être résolu que si l'on apporte des modifications radicales à la politique des réparations, que si l'on procède en particulier, à une forte réduction de nos charges. Après l'échec des différentes conférences qui s'étaient proposé de rétablir la situation économique, l'Allemagne se trouve dans un état toujours aussi critique, d'autant plus que la baisse toute récente du mark est venue de nouveau ébranler nos finances et notre économie. Il s'ensuit que nous ne pouvons compter pour le moment sur un emprunt international, sur la réduction des exigences ennemies et la stabilisation du mark. La politique économique exige toutefois que l'on examine dès maintenant les mesures dont l'application apparaît nécessaire dans le cas d'une stabilisation de notre change.

En ce qui concerne l'industrie métallurgique, cette stabilisation aurait pour effet[2]de provoquer un arrêt des affaires avec ses conséquences inévitables. Ce péril ne pourrait être évité à l'industrie allemande qu'à condition d'entreprendre résolument la baisse des prix. Un tel problème ne porte pas seulement sur l'achat des matières premières, sur la technique et l'organisation industrielles, mais également sur les répercussions de l'élévation des salaires, des impôts, des frais de transport, etc... Pour améliorer les conditions de production, il faudrait

1 Hier wird ersichtlich, dass die Frage einer Zollunion zwischen Deutschland und Österreich bereits während der 1920er Jahre intensiv diskutiert wurde. Jedoch standen damals, wie beim offiziellen Vorstoss im März 1931, die Bestimmungen des Versailler Vertrags, des Genfer Protokolls sowie die entschiedene Gegnerschaft Frankreichs einem solchen Vorhaben entgegen.

que la gouvernement, l'industrie et les ouvriers se donnent la main. Tous, selon leurs moyens, devraient se consacrer à porter remède à notre situation critique.

En premier lieu, le gouvernement pourrait envisager l'application des mesures suivantes :

- 1.) - Diminution ou même suppression complète des impôts sur les charbons, ce qui aurait pour effet de faire baisser considérablement le coût de la production et les prix des transports.
- 2.) - Diminution des tarifs de chemin de fer, qui ont augmenté outre mesure, et introduction de nouveaux tarifs d'exception.
- 3.) - Faciliter l'exportation en supprimant les taxes d'exportation et en élargissant la réglementation relative aux exportations.
- 4.) - Suppression du régime de contrainte économique pour faire renaître la capacité d'achat des branches économiques touchées par ce régime, comme la propriété bâtie, l'agriculture, etc...
- 5.) - Sauvegarder le marché intérieur en rendant les importations plus difficiles par l'introduction de droits de douane plus élevés et destinés à remplacer les interdictions d'importation, pour les produits non indispensables à l'industrie nationale et les articles de luxe.
- 6.) - Soutenir le commerce et l'industrie par la remise de commandes (Notbestellungen) du Reich, des Etats et des communes.

Ces dispositions devraient être complétées par des mesures prises par l'industrie pour sauvegarder ses propres intérêts :[3]

- 1.) - Politique modérée des prix, pour réduire les dangers qu'entraînerait un revirement dans la situation.
- 2.) - Politique prudente des salaires, afin de ne pas être obligé de recourir brusquement à des réductions de salaires, le jour où le cours du mark se stabiliserait.
- 3.) - Etablissement prudent du bilan dans les entreprises et création de réserves suffisantes pour consolider leur situation, afin de pouvoir travailler à la constitution de stocks en cas de mévente et garder du crédit.
- 4.) - Améliorer la qualité des produits et tenir compte davantage des désirs des consommateurs.
- 5.) - Eviter les arrêts du travail pour assurer la marche de la production et l'approvisionnement de la population.
- 6.) - Consolider les associations industrielles, afin de pouvoir parer aux risques qui menaceraient des entreprises isolées.

Les ouvriers devraient, avant tout, prendre les dispositions suivantes :

- 1.) - Augmentation du rendement pendant la durée légale du travail de manière à dépendre le moins possible des produits étrangers pour l'approvisionnement de la population.
- 2.) - S'abstenir de nouvelles revendications de salaires; les salaires ne variant pas et le rendement étant augmenté, il s'ensuivrait une baisse relative de prix.
- 3.) - Réduction des salaires, dès que la baisse des prix de l'alimentation sera assurée.
- 4.) - Renoncer aux grèves, pour ne pas interrompre la marche de la production.
- 5.) - Consentir à des heures de travail supplémentaires dans les mines de charbon et les branches de la production où la nécessité en serait reconnue.
- 6.) - Réforme de la journée de huit heures dans un esprit conforme aux nécessités de la situation économique et aux justes exigences de la classe ouvrière.[4]

Toutes ces mesures prises par les ouvriers, l'industrie et le gouvernement doivent avoir pour objet de permettre à l'économie allemande de s'adapter aux conditions du marché mondial et de la sauver de la ruine.

Le Comité directeur attache une importance toute particulière aux facilités à apporter à l'exportation, ainsi qu'à la suppression de la taxe d'exportation. Des plaintes très vives s'élèvent contre la politique malsaine des salaires qui est menée dans certaines branches, en particulier dans le bâtiment. Il faut vraisemblablement en voir la cause dans le régime de contrainte économique appliqué au trafic des logements qui, avec les subventions légales accordées pour la construction de nouveaux bâtiments, a été cause d'un développement anormal de cette industrie. Toute la vie économique du pays, l'industrie métallurgique surtout, a beaucoup à souffrir des

répercussions regrettables qu'entraîne la situation du bâtiment. L'assemblée décidé de soumettre les principes qui ont fait l'objet des débats à l'examen du "Reichsverband der deutschen Industrie" et de travailler à la diffusion de ces idées.